

Dirigeants syndicaux, cessez de négocier les plans du gouvernement ! Appelez à la grève générale !

Cela ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans les trois mois... Nous allons continuer à réformer en profondeur. (Macron, 11 mars)

Le gouvernement a mené en automne une attaque frontale contre les salariés du privé avec les ordonnances de flexibilité et de précarisation. Il a favorisé le capital et défavorisé le travail avec les budgets 2018 de l'État et de la sécurité sociale.

Les travailleurs des EHPAD et des hôpitaux sont à bout de souffle, mais la ministre Buzyn déclare vouloir « *supprimer les lits qui ne servent à rien* », des milliards d'économies supplémentaires sont annoncés contre la santé publique.

Le ministre Collomb renforce la chasse aux migrants applaudie par Wauquiez et Le Pen, la répression contre ceux qui les aident. Le gouvernement a rendu public un nouveau projet de loi restreignant encore l'accueil des réfugiés.

Le gouvernement introduit la sélection à l'université, détruit le bac comme premier grade universitaire et prépare un bac par étalement.

Il veut sanctionner davantage les chômeurs en même temps qu'il réduit les contrôles des inspecteurs du travail, diminue les cotisations sociales et les impôts payés par les capitalistes.

Les fonctionnaires sont dans le collimateur : gel des salaires et rétablissement du jour de carence, 120 000 suppressions de postes, recours accru aux contractuels, rémunération au mérite (plan AP2022).

Pour la SNCF, le gouvernement a fait savoir qu'il adopterait en juillet des ordonnances de privatisation du transport ferroviaire et de liquidation du statut des cheminots.

Dans la fonction publique, les directions syndicales savent parfaitement ce que veut le gouvernement qui a publié son leur a remis le 13 mars un « document d'orientation pour la concertation » qui déroule sans fioriture toutes les attaques contre les statuts et donne même le calendrier pour les faire aboutir. Pourtant, les chefs syndicaux font encore mine de croire qu'il pourrait en sortir quelque chose de favorable aux travailleurs.

Le dialogue social ne se résumant pas à un nombre de réunions pour traiter des projets gouvernementaux mais pour traiter aussi des revendications des agents portées par leurs organisations syndicales. (Intersyndicale de la fonction publique, Déclaration, 13 mars)

À la SNCF, le gouvernement a présenté le 19 février aux organisations syndicales le rapport Spinetta qui annonce clairement la couleur. Pourtant, les directions syndicales

se rendent depuis le 1^{er} mars aux convocations du gouvernement et elles lui font des « propositions ».

Les organisations syndicales ont convenu de se rendre aux concertations organisées par le gouvernement dans les prochains jours... (Intersyndicale de la SNCF, Communiqué de presse, 27 février)

Ni l'AP2022 contre les fonctionnaires, ni les projets d'ordonnances contre les cheminots ne sont amendables, ni négociables ! Accepter de discuter des attaques du gouvernement, c'est l'aider. Dirigeants syndicaux, rompez le dialogue social, exigez le retrait pur et simple des projets du gouvernement !

Les fédérations de la fonction publique et les syndicats de la SNCF appellent à une journée d'action le 22 mars. Le pouvoir se rit d'une telle diversion qui n'appelle même pas au retrait de ses plans, il attend tranquillement le lendemain. La kyrielle des journées d'action pendant les combats en défense des retraites et des mouvements contre les lois de flexibilité du travail n'a jamais fait reculer les gouvernements. Elle n'a jamais été le moyen de « construire » peu à peu une hypothétique « généralisation des luttes » comme le prétendent à chaque fois le PCF, LFI, NPA, LO et consorts. Les journées d'action ont toujours fini en impasses où s'épuise la combativité des salariés.

L'intersyndicale de la SNCF appelle à une grève perlée, 2 jours sur 5, du 3 avril au 28 juin, au motif qu'il faudrait une « grève longue ». Mais l'objectif d'une lutte n'est pas de durer le plus longtemps possible, c'est de gagner ! Or ce dispositif de grève perlée conduira inévitablement à la dispersion, à l'essoufflement, à la démoralisation. Elle facilitera les tentatives du gouvernement et des grands médias pour dresser les usagers contre les grévistes. Une défaite des travailleurs de la SNCF ne serait pas qu'une défaite pour eux, mais un recul de toute la classe ouvrière de ce pays. Elle faciliterait une nouvelle attaque déjà programmée contre les retraites de tous les salariés.

Pour gagner, il faut l'appel clair et net à la grève générale des cheminots et des fonctionnaires contre le gouvernement, il faut l'appel de toutes les directions syndicales, de tous les partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière, à tous les salariés du « public » et du « privé » à la lutte pour vaincre le gouvernement, annuler toutes les mesures prises contre les travailleurs, retirer tous les plans, garantir l'emploi à tous. Il faut le contrôle du mouvement par des assemblées générales et la coordination nationale des comités de grève et de soutien. Voilà ce que craint le gouvernement. Voilà le combat qu'il faut mener !



19 mars 2018